



Communiqué de presse

Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes : Mobilisation mondiale le 25 novembre

À l'occasion du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, la FSU aux côtés des organisations, syndicale féministe et politique se mobilise pour dresser un état des lieux de la situation des femmes et des filles à travers le monde. Cette journée permet aussi de rappeler nos revendications historiques pour la paix, l'égalité, la justice et la démocratie – conditions indispensables pour conquérir de nouveaux droits. Lorsque les droits des femmes progressent, c'est toute la société qui en bénéficie.

Un constat mondial accablant

Dans un contexte de multiplication des conflits armés, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables. Le viol, utilisé comme arme de guerre, et l'accès restreint aux soins et à l'éducation dans les zones de guerre compromettent gravement leur émancipation. La FSU se tient et se tiendra toujours résolument aux côtés de celles et ceux qui luttent pour une paix juste et durable dans le monde. Cette année, marquée par de nombreux conflits, nous exprimons notre solidarité internationale avec les femmes palestiniennes, massivement victimes des attaques meurtrières et de la privation de leurs droits les plus élémentaires organisées par le gouvernement d'extrême droite de B. Netanyahu, ainsi qu'avec les femmes israéliennes qui luttent contre cette guerre ignoble. Nous soutenons également les femmes ukrainiennes, touchées par une guerre d'occupation, ainsi que les femmes russes qui s'opposent à ce conflit. Notre solidarité s'étend évidemment aux femmes afghanes, privées de leurs droits fondamentaux sous un régime extrémiste religieux. Plus largement, notre soutien et notre sororité vont à toutes les femmes du monde qui se battent pour l'égalité et la liberté.

Mobilisation nationale contre les violences en France

En France, les raisons de se mobiliser sont tout aussi pressantes. Les plaintes pour viols et tentatives de viols ont augmenté de 6 % en 2023, et dans 9 cas sur 10, les victimes connaissent leur agresseur. Pourtant, 70 % des plaintes sont toujours classées sans suite. Au travail, la situation est également préoccupante : 5 % des viols et 25 % des agressions sexuelles ont lieu sur les lieux de travail. Une femme sur cinq subit du harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle, et 80 % des salariées déclarent être confrontées à des comportements sexistes. Alors que l'année 2024 va bientôt s'achever, presque une centaine de féminicides (84 selon le décompte du collectif féminicide par conjoint ou ex ; 113 selon Nous Toutes) ont déjà été commis par des conjoints ou ex-conjoint et le niveau des violences conjugales ne diminue pas.

Dans un contexte d'attente croissante de la société pour des actions concrètes contre les violences sexistes et sexuelles, le gouvernement est à contresens. Les coupes budgétaires prévues menacent les services publics essentiels à la prise en charge des victimes. La FSU dénonce fermement les attaques récentes et brutales orchestrées par le gouvernement à l'encontre des agents.es publics : imposition de trois jours de carence et diminution à 90 % du taux de remplacement en cas d'arrêt maladie, suppressions de postes, fusion de services et autres mesures qui fragilisent les services publics. Ce choix politique injuste dégradera l'accès aux services publics pour l'ensemble des usagèr.es – en particulier celles victimes de violences. Se mobiliser contre ce plan d'austérité, c'est également se mobiliser pour une prise en charge globale des victimes : accueil, prévention, soins, accompagnement social, justice. Des moyens doivent être alloués à la police et à la justice pour lutter efficacement contre l'impunité des agresseurs.

Face à l'urgence d'agir : un engagement de tous les niveaux

Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot, dont nous saluons le courage d'avoir rendu ce procès public, met en lumière l'urgence de combattre une culture du viol encore prégnante dans notre société. Le rôle du service public de l'Éducation est central pour la prévention. L'indispensable éducation à la sexualité et à la vie affective doit permettre d'identifier les victimes et de lutter contre les violences sexiste et sexuelles en déconstruisant les stéréotypes qui objectivent les corps des femmes et des filles.

La FSU réaffirme son engagement sans faille pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes. Avec les organisations féministes, syndicales et politiques, la FSU continuera d'exiger 2,8 milliards d'euros pour une loi intégrale. La FSU appelle à une large mobilisation les 23 et 25 novembre 2024, afin de porter haut la voix des femmes victimes de violences, et d'exiger des politiques publiques et des actions concrètes pour éradiquer ces fléaux.

Bagnolet, le 13 novembre 2024